



Aubervilliers, le 17 janvier 2019

M. le Président Directeur Général du Groupe Veolia,

Les Organisations Syndicales Cfdt, CFE-CGC, CGT et FO vous interpellent de nouveau sur la situation de rupture entre "les classes populaires et l'élite" de ce pays reflétant le malaise qui existe dans tous les pays "économiquement développés". Aujourd'hui, "les classes moyennes" soutiennent les revendications des plus touchés par la baisse du pouvoir d'achat et l'injustice fiscale, sans pour autant se plaindre ou manifester ouvertement.

Au-delà de la réponse que le Gouvernement devrait apporter, les entreprises vont forcément être sollicitées par leurs salariés pour plus de justice sociale et une meilleure répartition de la richesse créée.

Les activités du Groupe Veolia sont au cœur du développement économique, d'une société qui n'a pas d'autre choix que de prendre en compte l'enjeu environnemental. Cela pourrait être une chance pour le Groupe Veolia et ses salariés.

Plutôt que d'attendre d'éventuelles décisions ou changements politiques, et afin de garder ou de reconstruire la confiance des salariés, nous vous demandons, M. le Président, d'engager auprès du Conseil d'Administration un changement de forme de gouvernance afin que toutes les parties constituantes se sentent concernées par le sens commun que l'on peut donner à nos métiers au sein de toutes les BU du Groupe.

Les principaux objectifs que les Organisations Syndicales du Groupe Veolia souhaitent atteindre sont :

- Une meilleure prise en compte de l'avis des salariés dans l'organisation de leur entreprise localement au quotidien,
- une Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences à la hauteur des enjeux pour toutes les entreprises du Groupe en France,
- une redistribution des richesses créées plus juste sur la forme et sur les montants, entre le capital investi et le capital travail.

Nous vous demandons de finaliser les Négociations Salariales dans toutes les Entreprises du Groupe Veolia en France avant fin avril 2019, en prenant en compte l'inflation 2018. Les propositions Patronales devront répondre aux problèmes de pouvoir d'achat que connaissent toutes les catégories de personnel.

En effet, la distribution de 5 actions gratuites à chaque salarié du Groupe et la prime de solidarité de 500 € à moins de 10 000 salariés ne répondent en rien aux attentes légitimes de l'ensemble des salariés sur la question de leur pouvoir d'achat. La distribution des actions de performance, pour 34 millions d'euros à 700 cadres dirigeants, exacerbe le ressenti des salariés quant à leur non-reconnaissance au vu des efforts fournis.



La baisse des charges sur les bas revenus en 2019 et les nouvelles mesures concernant les heures supplémentaires non imposables devraient vous donner des marges de manœuvre pour améliorer le pouvoir d'achat et répondre aux attentes légitimes des salariés du Groupe.

En attendant votre réponse, les Organisations Syndicales CFDT, CFE-CGC, CGT et FO appellent les 50 000 salariés du Groupe Veolia à manifester et à faire grève pour défendre leur pouvoir d'achat, **le vendredi 8 février 2019** au sein de toutes les entreprises du Groupe : Veolia Eau, Veolia Energie, Recyclage et Valorisation des Déchets, Campus Veolia, VESA, VERI, Nova Veolia et ses filiales, Sade, Sarp, Sarpi, VIGS, VWT, Veolia Nuclear Solutions et Sede.

Les Organisations Syndicales CFDT, CFE-CGC, CGT et FO demanderont à leurs Confédérations d'informer les médias de ces préavis de grève.

Nous vous demandons d'aborder ces sujets au Conseil d'Administration et transmettons cette demande à l'Administrateur Salarié.

Nous espérons que cette déclaration amènera une réponse de votre part contrairement à notre dernier communiqué intersyndical du 21 décembre dernier resté sans aucune réponse de notre Direction.

Les Organisations Syndicales CFDT, CFE-CGC, CGT et FO du Groupe Veolia